

## INSPECTION PAR LA CANADA D'UNE ACTIVITÉ MILITAIRE EN TCHECOSLOVAQUIE

### Contexte

L'oeuvre de renforcement de la confiance en Europe a commencé en 1975 avec la signature de l'Acte final de la conférence d'Helsinki. L'accord conclu à cette occasion comprenait un certain nombre de mesures relativement modestes visant à renforcer la confiance, mesures qui ont, entre autre chose, encouragé les nations à choisir de s'informer mutuellement de leurs plans concernant certaines activités militaires importantes. Ces mesures avaient pour but de dissiper le soupçon et la méfiance dans le domaine des possibilités et des intentions militaires.

Une deuxième étape importante en cette direction a été franchie pendant la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe. À l'issue de cette conférence qui s'est terminée en 1986, les 35 pays participants avaient conclu une entente selon laquelle les pays de la CSCE devaient distribuer un calendrier militaire annuel aux autres participants, donner une notification préalable pour toute activité militaire impliquant au moins 13 000 hommes, inviter des observateurs à certaines activités militaires faisant appel à au moins 17 000 hommes, et accepter que soient menées des inspections par mise en demeure sur leur territoire. Les dispositions du document de Stockholm sont en vigueur depuis janvier 1987, et depuis, plus de 35 activités notifiables ont été observées et 18 demandes d'inspections sur place ont été effectuées. Ces inspections se sont révélées utiles pour le renforcement de la confiance. L'augmentation des contacts auxquels les observations et les inspections d'exercices ont donné lieu a aussi contribué à accroître la compréhension réciproque.

Ces réalisations représentent un pas en avant plein d'espoir. Toutefois, il faut poursuivre nos efforts pour atteindre notre objectif de réduire les tensions en clarifiant la situation quant aux capacités et aux intentions militaires et en favorisant la coopération. À cet égard, dans le contexte de la réunion de suivi du CSCE tenue à Vienne en janvier 1989, il a été résolu d'entamer une nouvelle série de négociations pour faire progresser le travail accompli à la Conférence de Stockholm en élaborant de nouvelles mesures pour développer plus avant la confiance et la sécurité. Dans le cadre de ces négociations, qui ont commencé le 9 mars 1989, les membres de l'Alliance de l'Atlantique Nord tentent de favoriser la transparence des organisations et activités militaires ainsi que d'améliorer les contacts et les communications entre les États participants. Les perspectives ouvertes par les nouvelles négociations sont prometteuses. L'opinion générale laisse entendre que le succès avec lequel les mesures du document de Stockholm ont été mises en oeuvre au cours des deux dernières années est un signe favorable à l'expansion de ces mesures.